



PRÉFECTURE
DE LOIRE-ATLANTIQUE

Direction des Affaires Décentralisées
et de l'Environnement

Bureau de la Protection
de l'Environnement

Nantes, le 28 OCT 1994



LE PREFET DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE
PREFET DE LOIRE-ATLANTIQUE

Affaire suivie par :
Mme POISSON
D.P./C.T. Poste 47 76

à

Monsieur le Directeur des Services Vétérinaires
Départementaux
Inspecteur des Installations Classées
Route de Gâchet
CP 3018
44087 NANTES CEDEX 03

OBJET : Installations Classées –

REFER : Votre rapport J.F du 30 septembre 1994

P.J. : 1

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, sous ce pli, une ampliation de mon arrêté en date de ce jour autorisant la S.C.A. de l'AUBRAIS, dont le siège social est 1 place d'Herbauges à LA CHEVROLIERE, à exploiter un élevage de 90.000 poulettes au lieu-dit "Les Hautes Landes" à LA CHEVROLIERE.

Je vous prie de bien vouloir assurer l'exécution de cet arrêté en ce qui vous concerne.

LE PREFET,
Pour le Préfet
le Directeur des Affaires Décentralisées
et de l'Environnement

28/10/94



PRÉFECTURE
DE LOIRE-ATLANTIQUE

Direction des Affaires Décentralisées
et de l'Environnement
Bureau de la Protection
de l'Environnement
N° 61 ENV 94

ARRÊTÉ

LE PRÉFET DE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE
PRÉFET DE LOIRE-ATLANTIQUE
Officier de la Légion d'Honneur

VU la Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU le Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi précitée ;

VU le Décret modifié du 20 mai 1953 fixant la nomenclature des Installations Classées ;

VU la demande en date du 22 mars 1994 présentée par la SCA DE L'AUBRAIS en vue d'être autorisée à exploiter un élevage de 90.000 poulettes, au lieu-dit « Les Hautes Landes » sur la commune de LA CHEVROLIERE ;

VU l'enquête à laquelle il a été procédé sur cette demande ;

VU l'Avis du Commissaire Enquêteur en date du 8 septembre 1994 ;

VU l'Avis du Directeur des Services Vétérinaires, Inspecteur des Installations Classées, en date du 19 avril 1994 ;

VU l'Avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt en date du 17 juin 1994 ;

VU l'Avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours en date du 19 août 1994 ;

VU l'Avis du Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile en date du 3 juin 1994 ;

VU l'Avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 16 juin 1994 ;

VU l'Avis du Directeur Départemental de l'Équipement en date du 13 juillet 1994 ;

VU l'Avis du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles de Loire-Atlantique en date du 7 juin 1994 ;

VU l'Avis du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Direction de la Production et des Echanges - Sous-Direction des Productions Végétales en date du 2 août 1994 ;

VU les Avis du Conseil Municipal de LA CHEVROLIERE en dates des 7 juillet 1994 et 8 septembre 1994 ;

VU l'Avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 13 Octobre 1994 ;

VU le projet d'arrêté transmis à la SCA DE L'AUBRAIS en application de l'article 11 du Décret n° 77-1133 susvisé, en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Loire-Atlantique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La SCA DE L'AUBRAIS est autorisée à implanter un élevage de poulettes conformément aux plans joints à la demande d'autorisation au lieu-dit « les Hautes Landes », commune de LA CHEVROLIERE. Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification de l'installation et son mode d'utilisation doivent être portés à la connaissance du Préfet avant leur réalisation.

ARTICLE 2 : La capacité maximale de l'élevage sera de 90.000 poulettes de plus de 1 jour en présence instantanée.

ARTICLE 3 : L'exploitation de l'élevage se fera en batterie dans un bâtiment.

ARTICLE 4 : Les murs et cloisons du poulailler seront revêtus de matériaux imperméables, durs, résistants aux chocs et à surface lisse sur toute la hauteur susceptible d'être souillée.

ARTICLE 5 : Entretien :

Au niveau de l'établissement, il y aura de l'eau sous pression en quantité suffisante.

Toutes les parties de l'établissement, les ustensiles, les récipients et tous autres objets utilisés seront maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

L'eau des abreuvoirs sera de l'eau potable.

A la fin de chaque bande, le bâtiment sera nettoyé, désinfecté et un vide sanitaire sera réalisé.

ARTICLE 6 : Les cadavres seront stockés dans un congélateur en attendant leur ramassage par le camion d'équarrissage.

ARTICLE 7 : Toutes les parties des bâtiments seront convenablement ventilées. Toutes mesures efficaces seront prises pour que le voisinage ne puisse être incommodé par les odeurs.

ARTICLE 8 : Toutes dispositions efficaces seront prises dans toutes les parties de l'élevage pour éviter l'introduction et la pullulation des mouches et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

ARTICLE 9 : Les eaux pluviales seront collectées par un réseau particulier et dirigées vers les fossés voisins.

ARTICLE 10 : Les fientes seront convenablement entretenues pour éviter le dégagement d'odeurs et de poussières.

Elles seront évacuées de façon continue sur un tapis roulant vers le hangar de stockage attenant au poulailler.

ARTICLE 11 : Le fumier ne sera pas épandu en l'état sur les terres agricoles. Il sera pris en charge par une Société avec laquelle la SCA de L'AUBRAIS a passé un contrat et livré à des fabricants d'engrais. Le chargement des camions s'effectuera à l'intérieur des hangars portes fermées.

ARTICLE 12 : Un cahier d'enlèvement des fientes sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Il comportera les informations suivantes :

- la date de la prise en charge,
- les volumes d'effluents enlevés.

ARTICLE 13 : Les déchets de l'exploitation seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution ou de nuisances pour les populations avoisinantes et l'environnement.

ARTICLE 14 : Le niveau sonore des bruits émis par les équipements ne devra excéder les seuils fixés par l'Arrêté Ministériel relatif au bruit des installations classées (Arrêté ministériel du 20 août 1985).

Les livraisons d'aliments auront lieu en dehors des périodes de nuit. (22 heures à 6 heures du matin)

ARTICLE 15 : Les bâtiments seront construits en matériaux de classe M3, la couverture étant en matériaux incombustibles.

Les installations électriques seront réalisées selon les prescriptions de la norme C 15.100 relatives aux locaux humides présentant des risques d'incendie.

ARTICLE 16 : Incendie - Moyens de secours :

Une borne d'incendie normalisée sera installée à moins de 200 mètres de l'élevage.

ARTICLE 17 : En aucun cas, ni en aucune époque, ces conditions ne pourront faire obstacle à l'application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail et des décrets réglementaires pris en exécution du dit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE 18 : L'autorisation faisant l'objet du présent arrêté est accordée sous réserves du droit des tiers. Elle ne dispense nullement des formalités relatives au permis de construire et cessera de produire effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans ou s'il n'est pas exploité durant deux années consécutives.

ARTICLE 19 : Une copie du présent arrêté sera déposée en la *Mairie de LA CHEVROLIERE* et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la *Mairie de LA CHEVROLIERE* pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du *Maire de LA CHEVROLIERE* et envoyé à la Préfecture de Loire-Atlantique, Direction des Affaires Décentralisées et de l'Environnement, Bureau de la Protection de l'Environnement.

Une ampliation de cet arrêté sera transmise aux *Conseils Municipaux de LA CHEVROLIERE et ST PHILBERT DE GRANDLIEU*.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la *SCA DE L'AUBRAIS* dans les quotidiens "Ouest-France" et "Presse-Océan".

ARTICLE 20 : Deux copies du présent arrêté ainsi qu'un exemplaire visé des plans de l'établissement seront remis à la *SCA DE L'AUBRAIS*, qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins de cet éleveur.

ARTICLE 21 : Conformément aux dispositions de l'article 14 de la Loi du 19 juillet 1976, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

ARTICLE 22 : Le secrétaire Général de la Préfecture de Loire-Atlantique, le *Maire de LA CHEVROLIERE*, le Directeur des Services Vétérinaires de Loire-Atlantique - Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, 1^{er} 24 OCT. 1994

LE PREFET,

POUR

Le Secrétaire Général

Pour ampliation
le Chef de Bureau de la Protection de
l'Environnement

Pierre BARATON



A. NETOLICKA-LEMAIRE

